

KANGURA

NYI RIGAMIJE GUKANGURA NO
KURENGERA RUBANDA
NYAMWINSIL

100 FRW

GICURASI 1992

KA02 1215



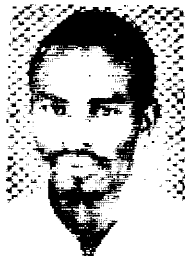
RWANDA: Vue partielle du nouveau
Gouvernement de transition,

GOMA : DANGEREUX ETHNIQUE CLERICAL

BENIN : ANNIVERSAIRE DE NICEPHORE SOGLO

RWANDA : A QUI PROFITENT LES ATTENTATS ACTUELS

LE PRESIDENT BUYOYA PEUT ENCORE SAUVER LA SITUATION



Ils n'ont pas le même âge et les mêmes goûts, ils n'ont pas fréquenté la même école et leur accession à la magistrature suprême n'a pas suivi le même itinéraire; l'un est blanc, l'autre est noir. Et pourtant ils se caractérisent par une ressemblance fondamentale: ils appartiennent tous les deux à la race minoritaire et dirigent effectivement les pays dont les populations sont hétérogènes. Devinez de qui il peut bien s'agir...

Née en 1910 de la fédération des Etats du Cap, du Natal, de l'Orange et du Transvaal, alors colonies britanniques, l'Union Sud-Africaine est devenue une République en 1960. Elle est composée d'environ 70% de noirs, 10% de métis et d'indiens et 20% de blancs. Mais ce sont ces derniers qui détiennent tous les pouvoirs par un système d'une ségrégation institutionnalisée.

Par une fatalité malencontreuse, ce pays de l'apartheid a eu le privilège d'avoir étrangement un fidèle correspondant quelque part en Afrique Centrale non loin du Rwanda. C'est précisément le Burundi où la minorité tutsi (15% de la population) monopolise toutes les rênes de l'Etat et surtout l'armée et qui, pis est, organise périodiquement des massacres systématiques en vue d'exterminer les membres de la majorité hutu.

Dans une société humaine qui se civilise à une cadence éffrénée et où le vent de démocratie a pratiquement atteint le point de non retour il paraît improbable, voire suicidaire, de tabler sur le recours à un génocide physique et intellectuel le plus rétrograde pour conserver désespérément le trône. C'est la leçon qu'a certainement tiré Monsieur De Klerk qui a signifié à ses compatriotes blancs que l'heure est au partage

démocratique du pouvoir entre toutes les composantes de la société sud-africaine, seule voie d'une quelconque réconciliation nationale. Le référendum que lui et l'ANC de Mandela viennent de gagner triomphalement rentre dans ce cadre.

Chez son homologue hamite, néanmoins, son Excellence le Major Buyoya, la marche vers une véritable démocratie semble être tragiquement en recul. Le vote de la fameuse Charte d'Unité et la récente consultation populaire pompeuse sur notamment le multipartisme sélectif ne constituent qu'une cynique façade. Toute évolution positive de la carte-politique du Burundi doit de toute façon commencer par mettre un terme, et de manière irrévocable, aux tueries dont sont constamment victimes les hutu et par l'intégration de ceux-ci dans tous les rouages de l'autorité civile et militaire. De discours alléchants mais maculés de sang bantou n'est finalement que dérouter malheureusement l'opinion nationale et internationale.

Et cependant le soi-disant modéré président peut toujours sauver la situation dramatiquement explosive. Et il aurait ainsi l'extraordinaire baraka de voir son nom être inscrit en grand dans les annales du peuple burundais et en tête de la liste des personnalités ayant fait victorieuse date sur cette terre. Buyoya est un bon et exemplaire Chef d'Etat, il convient de le reconnaître.

A lui donc de saisir la balle au bond et d'exploiter son fauteuil présidentiel en s'armant contre vents et marées de principes démocratiques et populaires et en les mettant réellement en pratique. Il n'est pour le moment pas nécessairement indiqué de jeter tout naïvement le pouvoir dans les mains d'éventuels revanchards pour le compréhensible motif que les plaies sont trop récem-

tes pour être complètement cicatrisées. Mais il y aurait quand même lieu de procéder dès maintenant à des changements, si lents soient-ils mais absolument sûrs, dans le monde de gouvernement en associant de plus en plus et plus directement la majorité hutu à l'exercice effectif, et dans tous les domaines, de la gestion des affaires de l'Etat.

Sa témérité devant les multiples réflexes ultra-extrémistes de certains de ses congénères et l'activisme d'une opposition à coloration ethnique pourra être renforcée mais dans le sens encore plus acceptable. La nomination d'un hutu -s'il en est un- à la tête du gouvernement ne doit pas être uniquement symbolique ou folklorique. Il faut que ce Premier Ministre assume pleinement et sans entraves toutes les prérogatives lui dévolues par une Constitution démocratique. La désignation aux autres postes de responsabilité tiendrait également compte du souci d'améliorer l'image de marque d'un pays considéré, d'ailleurs à raison, comme le dernier bastion

de la discrimination la plus infâme. Tous les efforts seront ensuite couronnés d'un succès formidable et historique si les autorités tutsi se résignent cette fois à enrôler les jeunes hutu dans l'armée nationale. Et, enfin, devraient cesser immédiatement les attaques verbales et même militaires ridicules et enfantines ainsi que des déclarations honteusement mensongères alimentant un climat d'éternelles suspensions et de tensions inutiles continuellement fomentées, à l'encontre du sage Rwanda, par des régimes appuyés sur une minorité nilotique aux abois. C'est donc à toutes les conditions précitées que le Burundi pourra un jour jouir d'une ère de paix, de symbiose interethnique et de bien-être social de sa population dans sa diversité naturelle.

RWANDA : POURQUOI LA SOLIDARITE DE LA MAJORITE DOIT-ELLE PROVOQUER DES INSOMNIES ?

La marée verte dans laquelle se trouve notre pays ne doit pas poyer son peuple. Le rwandais doit plutôt commencer à ouvrir petit à petit ses yeux. C'est le juste moment de revoir le passé et mieux se tourner au présent et à l'avenir. Le rwandais doit occuper le terrain depuis que la lutte pour la **démocratie est dorénavant engagée sur des bases solides** du multipartisme. Le CDR est né mais avant lui, d'autres formations politiques n'ont pas maché leurs mots pour dénoncer les dangers qui pèsent sur les acquis démocratiques et républicains.

Les Républicains viennent donc imoler cette vertu. Les intérêts du peuple rwandais se trouvent à ce compte aussi longtemps que le pluralisme politique doit aider les partis en présence à bien gérer ce pays dans un contexte plus équitable sans s'enfoncer dans un "extrémisme revanchard".

Dans notre pays, depuis la révolution sociale de 1959, en dépit des efforts entrepris ici et là, les intérêts de la majorité n'ont cessé d'être recoupés. Bien entendu, suivant les domaines, l'on trouve certains où la majorité a pu s'emparer des postes-clés mais ailleurs, les proportions ethniques, judicieusement analysées révèlent des données alarmantes. La majorité rwandaise est tardivement touchée pour revenir en ces moments sur les faiblesses du système en place et examiner la profondeur des lacunes recensées dans la gestion des ressources humaines. En tout cas, la vérité est indivisible: la minorité tutsi menace sérieusement la politique d'équilibre régional et ethnique. Les hybrides sont donc un autre élément peu connu qui vient colorer les structures locales, encore que de figures mixtes pour avoir falsifié leur identité sont déjà nombreuses à compter de 1959.

Les exemples sont diversifiés. A supposer que les statistiques de l'Enseignement à tous les échelons secondaire et supérieur étaient relevées avec la plus grande minutie,



Feu Président Grégoire KAYIBANDA avait des idées qu'il faut maintenant soutenir par une révolution des mentalités.

d'aucuns seraient malheureusement étonnés de constater que le tutsi est omniprésent. L'on dirait que cette politique d'équilibre régional et ethnique était, au demeurant, un simple slogan ou un vain défi. A l'Université Nationale du Rwanda, plus spécialement à la Faculté de Droit, les affirmations sont si parlantes qu'il n'est point nécessaire d'y revenir.

Dans les institutions supérieures, la situation réelle est seule connue par ceux qui y vivent. Les proportions ethniques sont inégales et criantes. Dans les affaires publiques et privées, la puissance est certes conquise. La minorité a su séduire la société rwandaise et celle-ci semble dès lors noyauter sur elle. Certaines activités sont la chasse gardée de l'ethnie tutsi, notamment le Clergé rwandais etc. Partout, les éléments de l'ethnie tutsi sont solidaires à jamais, des compagnons de route fidèles formant des réseaux de soutien savamment organisés et lancés à l'assaut du pouvoir. La bourgeoisie l'accapare des ongles aux cheveux.

Mais l'absence de militantisme de la majorité hutu me fait parfois décourager de l'avenir. Plus vulnérable, il faut beaucoup de désintéressement et de courage de sortir de

la crise politique; un esprit de martyr seul capable de mieux nous infiltrer dans les rouages des oeillères idéologiques de l'ennemi sans nuance, pour contrecarrer les démarches tendant à percer dans les rangs. La majorité cherche à opposer farouchement une résistance à la hauteur de ses moyens pour éviter de sombrer dans le servage d'antan. Le Rwanda moderne ne s'éloigne guère de ce complexe aliénateur de supériorité apparent de la minorité et de ce complexe d'infériorité réel de la majorité par lesquels le fractionnalisme profite aux minorités solidaires et agissantes. La scission n'a de profit qu'à ceux qui sont d'avance unis et forts. Mais le monopole serait-il délibéré ou s'expliquerait-il par la fuite des responsabilités ou le choix des professions ?

L'enseignement est un secteur clé dans le développement d'une nation. Autrefois, quand un voisin avait plus d'enfants que toi, il avait la force et la marge de te dominer. Aujourd'hui encore, plus l'on a des cadres formés, plus l'on occupe une place stratégique pour improviser et s'imposer. Maintenant, les deux ministères de l'Education nationale sont en action permanente. L'encre coule beaucoup.

Mais, pour nous retentir, il y a certes anguilles sous roches. L'autonomie de l'instar de l'UNR accélère à elle seule les chances de ce monopole dans le recrutement des professeurs et la fixation des conditions d'admission et de réussite des étudiants. Une aveugle orthodoxie est suivie et filtre d'une oreille à l'autre pour que les étudiants trouvent parfois des facilités d'être admis, souvent encore de réussir sans trop d'efforts. Ce n'est point étonnant qu'à ce niveau mille gaffes se commettent pour mieux injecter de jeunes cadres essentiellement pour préparer à l'avance leurs dossiers. Les performances à la fin des études du 2ème cycle sont très déterminantes dans le choix des aspirants à enseigner à l'université. Voilà le hic ! La situ-

ation est à restructurer à partir de la base. Qui nomme qui ?

Sans se rendre réellement compte, l'ennemi marque ses points dans le panier. Sa patience est très grande, d'ailleurs subtile. L'ennemi gagne du terrain et s'infiltré sans cesse, dans tous les rouages de la vie nationale. Qui des bourses d'études à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays ! Qui des réussites faisant, au sein de chaque promotion, une même catégorie d'étudiants prétendument meilleurs ou doués du seul fait d'appartenir le plus souvent à une même ethnie ! Le combat dans les institutions d'enseignement supérieur risque de tourner à leur faveur. Et si cette marée nous fait encore trop endormir, les chan-

KA021218
ces des enfants issus de la majorité risquent d'en souffrir davantage, pendant un temps préjudiciable dont nous ignorons trop la durée. Quelle crise ! Quelle impasse ! Quelle atmosphère de fournaise !

L'ennemi est intelligent, assez malin pour nous avoir assez piégés. Il tend des arcs aux flèches empoisonnées. Il est actif dans tous les secteurs de la vie nationale, sauf là où il n'a pas d'émules, avec de stratégies inouïs et inimaginables. Il est simplement confronté ou conjoncturel en attendant un retournement de la situation. Certes, il est très tôt de parler d'insomnies, seule l'avenir laisse à réfléchir.

KANGURA.

RWANDA : CONTACTS ENTRE L'OPPOSITION INTERIEURE ET EXTERIEURE.

Paris - Avant de se rendre à Bruxelles, le "numero un" du Parti Libéral, Justin MUGENZI a été reçu, le 25 mars, au Quai d'Orsay, où il a demandé à la France de faire pression sur le président HABYARIMANA pour débloquer la situation et pour que son régime cesse la guerre contre le FPR." La France ne doit plus lui fournir d'argent pour acheter des armes", a-t-il demandé.

L'armée rwandaise aurait en effet triplé ses effectifs en quelques mois. Mugenzi assure qu'il serait prêt à négocier avec le FPR au cas où un gouvernement de transition multipartite serait constitué. "Je ne serais pas désavoué par les personnes déplacées et qui ont faim en ouvrant le dialogue," dit-il. Reste, pour Justin MUGENZI, un moment difficile: les autorités risquent en effet

d'engager des poursuites contre lui à son retour au Rwanda, où il a déjà été interrogé avant son départ, au nom d'une loi réactive depuis une dizaine de jours et qui interdit toute critique vis-à-vis du pouvoir.

Il est à noter par ailleurs qu'un grand écrivain français s'est suicidé quand on l'a accusé d'intelligence avec l'ennemi. C'était pendant la deuxième guerre mondiale.

MINEPRISEC : UWILINGIYIMANA Agatha n'est pas digne

d'occuper sa place

Quand elle enseignait au Groupe Scolaire de Butare, Uwilingiyimana Agatha avait un fiancé, s'ils ne jouaient pas à l'amour.

En effet, quand celui-ci est allé continuer ses études en Europe, Agatha n'a pas pu s'abstenir, elle a été amourachée par un Séminariste de Nyakibanda qui l'a un peu après engrossée. Heureusement que celui-ci fut honnête en quittant le sacerdoce pour être père de famille et continuer ses études à l'I.P.N. (à Butare dans le temps).

Quand RUSAKE, le «bon» père

de famille alla à Nyakinama pour continuer ses études au Campus Universitaire de Ruhengeri, sa «belle» dame ne put non plus s'abstenir car un professeur du Groupe Scolaire avait fait d'elle «un deuxième bureau» et avait agrandi la famille en y faisant un autre enfant.

Quel drôle de mère de famille à la Rwandaise !! Est-elle réellement digne de tenir la clé de l'Education Nationale avec cette faiblesse et cette infidélité ? Peut-être qu'elle en profitera pour apaiser le feu qui brûle dans le cœur de RUSAKE et donner l'exemple d'une éducatrice.



PRISE DE POSITION DE CERTAINS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE RWANDAISE EN ALLEMAGNE SUR LA MANIFESTATION DES ABADAH A DEVANT L'AMBASSADE DU RWANDA A BONN.

Le 17 mars 1992, certains membres de la communauté rwandaïse vivant en Allemagne se sont rendus à Bonn pour prendre acte des revendications des "ABADAH" (Association des réfugiés rwandais). Ceux-ci, au nombre de seize, ont manifesté devant l'ambassade du Rwanda à Bonn contre le gouvernement rwandais et son Président.

Ils ont accusé ce dernier d'être un assassin et son gouvernement de préconiser l'Apartheid. Ils réclament la conférence nationale, déclarent que rien ne va dans le pays et que par conséquent il faut suspendre l'aide à ce régime dictatorial. Ces manifestations vont en réalité contre le peuple rwandais et contre le Rwanda. Car ces manifestations sont impliqués plus ou moins directement dans la guerre nous imposée par les Inkotanyi.

La communauté rwandaïse, témoin de la manifestation, a regretté les propos mensongers véhiculés par ces Abadaha et désire prendre position dans le présent document.

En ce qui concerne les massacres du Bugesera qu'ils attribuent faussement au pouvoir public rappelons que ces événements douloureux sont la conséquence de la guerre qui nous a été imposée par les Inkotanyi. Cette guerre a causé beaucoup de dégâts, coûté beaucoup de vies et a réveillé des haines entre Bahutu et Batutsi, haines entretenues et médiatisées par les Inkotanyi et leurs sympathisants. De plus, la région du Bugesera (située à la frontière) est l'une des terres d'élection pour le recrutement des Inkotanyi parmi les Tutsi. Nous prions le Rwanda de continuer les efforts qu'il a entrepris pour réinstaurer la paix dans cette région.

Concernant l'étiquette de pays d'Apartheid, depuis 1962 jusqu'à 1990, donc depuis l'indépendance du Rwanda jusqu'à la guerre déclarée par les Inkotanyi en 1990, le peuple rwandais avait fourni des efforts

remarquables quant à l'épanouissement de la cohésion nationale et ce malgré les attaques des extrémistes Tutsi (comme celles de 1963, 1966, 1968,...) et les provocations ponctuelles.

La guerre d'octobre est venue rouvrir une plaie presque cicatrisée. La vraie raison du départ et du soi-disant exil de ceux des Batutsi qui étaient extrémistes métamorphosés par la suite en Inyenzi et en Inkotanyi est le refus des institutions républicaines choisies par le peuple rwandais lors de la révolution de 1959.

Concernant les allégations politiques des Abadaha, soulignons que le Rwanda à l'heure qu'il est, se trouve en plein processus de démocratisation politique avec l'accueil de nombreux partis politiques et des négociations sur la formation du gouvernement de transition ainsi que sur le calendrier des échéances électorales. Nous regrettons que ces Inkotanyi fassent semblant d'ignorer ces efforts alors que nous savons qu'en fait au delà de leurs slogans leur guerre ne vise qu'à instaurer un régime autocratique et élitiste Tutsi.



MUGENZI, Président du PL

Le Rwanda, où va-t-il en venir avec les hommes politiques pareils ?

KA021219

Pour conclure :

La guerre que mènent les Inkotanyi jusqu'à présent sous les bannières de la libération nationale est le reflet de la théorie élitiste qui de tous temps a caractérisé le pouvoir Tutsi. C'est cette guerre même qui constitue en fait l'obstacle principal à la paix, à l'unité et en définitive au processus de démocratisation et de développement.

Cette déclaration contre l'aide économique au gouvernement rwandais est la preuve même qu'ils visent à asphyxier le peuple rwandais bénéficiaire de cette aide dont les effets placent le Rwanda parmi les pays les mieux équipés en infrastructures que les Inkotanyi s'acharnent d'ailleurs à détruire.

NOUS LANÇONS UN APPEL AUX INKOTANYI: CE N'EST PAS PAR LES ARMES QU'ILS OBTIENDRONT LEUR LEGITIMITE. LA VOIE DES URNES EST LA ET LE REGIME REPUBLICAIN EST IRREVERSIBLE.

Bonn, le 17 mars 1992.



Pascal Ndengejeho :

BUJUMBURA NTIGOMBA KURWARA IBICURANE NGO KIGALI ARI YO YITSAMURA

Abategetsi b'u Burundi baku-nze kwibaza kenshi umuntu uha amafaranga KANGURA. Igihe re-ro kirageze ngo tubahe igisubizo gi-kiwiye kandi nyacyo.

Tutabyirengagije, rimwe Pe-rezida w'u Burundi yahambiriye umuba wa KANGURA guhera kuri n° 1 kugera kuri 22 aya kuzerekana mu nama ya guverinoma. Abafite amateleviziyo i Kigali mwarabyi-boneye. Ibyo birerekana neza ko Perezida Buyoya ubwe aha Kangu-ra amafaranga kuko yazibonye azi-guze. Tukaba rero tumukuriye i-ngofero kuko ari umwe mu basomyi bacu b'imena.

Mu byukuri, ubukungu owi-fashe nabi muri rusange bwagaba-nyije umubare w'abasomyi bacu. Ubushobozi bari bafite bwo kugura ikinyamakuru cyacu buragenda bu-gabanuka. No ku bindi binyamaku-ru kandi ni uko. Ariko ntibitubuza kubaho.

Nta muntu n'umwe ushobora gushinjwa ibibazo u Burundi bufite usibye ubutegetsi bwa Major Buyoya. Ni bwo bwica abahutu. Nta kuntu bisobanutse kumva umugaba mukuru w'ingabo nka Buyoya yemeza ko ingabo zamuci-tse zikajya kwica abaturage b'Abahutu muri Ntega na Marangara. icyo gihe aba yemeje ko ari



Buyoya n'umukenyazi w'iwe barasezera.

«Baburabaje». Ubwo buri wese ara-bona aho aganisha igihugu abereye umuyobozi.

Abagome bahuje ubwoko nawe ba-rashaka kuniga byanze bikunze de-mokarasi y'amashyaka menshi. Ubu baranyanyagiye mu gihugu cyose. Akaba ari yo mpamvu igara-gara ituma Bujumbura ihora yika-nga ihirikwa ry'ubutegetsi. Rimwe na rimwe biba ari byo ubundi ari amayeri. Ni muri urwo rwego Sipi-riyani Mbonimpa yatawe muri yombi azira ubugome bwe.

Igihe kirageze rero kugira ngo u Burundi bubashe kwiyumvisha ko bufite ibibazo bibureba bwonyine.

Nihushaka kubihunga bwiyeza ku bihugu n'ibinyamakuru bizarusha-ho gukomera aho koroha. Si ubuga-bo na gato kubona Bujumbura irwa-ra ibicurane noneho abategetsi baho bakumva ko byanze bikunze i Kiga-li bagomba kwitsamura. Kumenya ibibazo byawe ni ubugabo kuko bi-ba bigaragara ko hasigaye inta-mbwe yo kubishakira umuti.

N.I.

Buhinja yabonye se "yashyu-shye" ngo noneho aka mama kasho-botsel! Musomyi uramenye ntube umupfayongo ngo usekere mu myotsi kandi inzu ishya.

BENIN: PREMIER ANNIVERSAIRE DU REGNE DE NI-CEPHORE SOGLO -TOUT N'EST PAS ROSE.

"KEREKOU aurait fait la moitié de ce qui se passe aujourd'hui, on serait descendu dans la rue". Ce commentaire d'un Député béninois qui pourtant, se réclame de la mouvance présidentielle reflète le malaise qui prévaut au Bénin un an après l'accession de Nicéphore Soglo à la tête du pays.

Le régime marxiste-léniniste de Mathieu Kérékou était accusé d'abus de pouvoir, de népotisme, de

favoritisme et bien d'autres maux. Sa chute, par la victoire de l'ancien administrateur de la Banque Mondiale, fut accueillie comme un salut pour le Bénin. Néanmoins une année seulement après son investiture, le Président démocratiquement élu se trouve confronté à des rudes contestations des journalistes, étudiants, parlementaires et de l'Episcopat.

En 1989, sept évêques béninois

dénonçaient les maux qui caractérisaient le régime Kérékou: la corruption, le népotisme, les détournements des deniers publics, la paresse,... Aujourd'hui les mêmes évêques -à l'exception de Monseigneur Amidou Christophe en retraite- adresse au nouveau président une lettre pastorale dans laquelle ils demandent au pouvoir et aux citoyens de respecter les exigences de la démocratie. Pasteurs qu'ils sont, ils trouvent qu'il est de leur devoir de

DIOCÈSE DE GOMA : DANGEREUX ET INISME

Ces derniers temps, un virulent mal ronge avec plus de tenacité les milieux cléricaux du diocèse de Goma. Des prêtres et même quelques ouailles ne sont pas épargnés. Des témoignages concordants confirment que l'atmosphère est actuellement lourde dans trois paroisses de Masisi et Rutshuru. Des investigations fouillées ont permis de glaner une information objective dans la mesure du possible. Elles révèlent que le sombre tableau qui y prévaut est réellement édifiant.

SCANDALE CLERICAL

Le cas de la paroisse de Biram-

CLERICAL

bizo est tellement rocambolesque que la Justice en a été saisie. En effet, deux abbés tutsis ont suspecté quelques individus hutus d'ourdir un plan de nuire physiquement à leur personne. Sans vérification aucune, ces audacieux prêtres ont écrit illico à l'autorité compétente pour l'arrestation des présumés. Dieu aidant, cette hâtive réquisition fut interceptée par les mêmes hutus innocents. Indignés et agités, ceux-ci ont recouru à la Justice pour imputation calomnieuse.

Informé de cette monstrueuse

affaire, l'évêque de Goma a immédiatement invité les deux prêtres à aller cogiter dans le monastère des Mokotos jusqu'à son retour de voyage en Europe. Car qui aime bien, châtie bien. N'étant pas habitués à une telle vie austère, ils ont profité de son absence pour faire des va-et-vient entre le monastère et l'Evêché de Goma.

Ils n'ont pas tenu à comprendre qu'une discipline de fer est nécessaire pour un honorable repentir. Falloit-il qu'ils s'adonnent à la tricherie dès le départ de leur chef ?

Dans la paroisse de Bibwe, les violons ne se sont pas accordés entre le curé hutu et ses vicaires tutsis. Il

